

# démocratie

Mensuel publié par le MOC-CIEP pour promouvoir la réflexion critique et les débats de société

| Décembre 2022 | N° 12

## SOCIAL



### Récits d'une pandémie qui bouscule les liens sociaux, enquête populaire en MOC

En automne 2020, le MOC décide de renouer avec une de ses pratiques historiques, l'enquête populaire, afin de collecter l'expérience populaire de la pandémie et de la structurer en savoirs sociaux. Entre les phases de reconfinement et de déconfinement, un total de 10 groupes a participé à l'enquête au printemps 2021, rassemblant plus de 60 personnes. Ils ont livré leurs récits de la pandémie et—pour certains—en ont tiré une analyse. Les contenus de l'ensemble des travaux de groupes ont ensuite fait l'objet d'une analyse traversable à l'échelle du MOC.

PAGE 6

## POLITIQUE

Quand l'extrême droite s'immisce sur les lieux de travail

PAGE 2

Depuis plusieurs décennies, la plupart des pays européens sont confrontés à un accroissement électoral de l'extrême droite. Quelle place l'extrême droite occupe-t-elle sur les lieux de travail, comment tente-t-elle de s'organiser et quelles contre-stratégies syndicales sont mises en place dans un tel contexte? Éclairage.

## SOCIÉTÉ

La galanterie, ce cadeau empoisonné

PAGE 11

En tant que féministes, il nous faut donner à voir ce qui se fond de plus en plus dans le décor, être attentives et vigilantes à la régression. Au moment où le féminisme n'est presque plus un gros mot, méfions-nous de la marche arrière que peut constituer l'acceptation d'actes dits « galants ». Sous des dehors inoffensifs, la galanterie entrave la lutte contre le système patriarcal.

## INTERVIEW

Résister à la panique morale « woke »

PAGE 13

Dans son nouvel essai, le professeur de science politique Francis Dupuis-Déri s'intéresse aux pourfendeurs du wokisme qui accusent féministes et antiracistes d'exercer une « tyrannie wokiste » dans les universités, et au-delà. Une enquête indispensable à l'heure où les discours sur la « panique woke » occupent les tribunes médiatiques et politiques.

## Enjeux syndicaux

# Quand l'extrême droite s'immisce sur les lieux de travail

> Luc IMPENS (\*)

Ces dernières décennies, la plupart des pays européens sont confrontés à un accroissement électoral de l'extrême droite. Les acteurs syndicaux se battent contre ces tendances dans la société, mais force est de constater que même en leur sein les discours et les idées véhiculés par l'extrême droite font parfois mouche auprès des affilié-es et militant-es. Quelle place l'extrême droite occupe-t-elle sur les lieux de travail, comment tente-t-elle de s'organiser et quelles contre-stratégies syndicales sont mises en place dans un tel contexte ? Éclairage.

Face à la montée de l'extrême droite en Europe et à l'attrait que ses discours suscitent parfois au sein des organisations syndicales, l'Institut syndical européen (ETUI) a organisé ces dernières années plusieurs séminaires de formation sur l'approche syndicale de l'extrême droite. Après l'une de ces sessions, l'idée a germé de lancer une étude comparative sur l'impact de l'extrême droite sur le lieu de travail. Ce projet a été mis en œuvre au cours des deux dernières années sous la coordination de la Confédération allemande des syndicats et a été rendu possible grâce à des fonds de l'Union européenne. À partir d'une étude documentaire et d'entretiens approfondis avec des militant-es et des responsables syndicaux, un groupe de chercheur-ses de l'université de Cassel<sup>1</sup> a comparé les stratégies de l'extrême droite en Belgique/Flandre (Vlaams Belang, VB), en France (Rassemblement national, RN), en Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), en Italie (Lega), en Pologne (Droit et Justice, PiS) et en Hongrie (Fidesz). Il a étudié également les stratégies syndicales pour contrer l'extrême droite dans ces mêmes pays. Les syndicats CGIL (Italie), CGT (France), DGB (Allemagne) et MASZSZ (Hongrie), OPZZ (Pologne) et ACV (Belgique) ont participé au projet. Cet article présente les principaux résultats de la recherche.

## Changement d'attitude sur les questions de travail

Les partis d'extrême droite sont souvent très flexibles dans leurs idées, opérant des virages à 180 degrés lorsque cela leur convient électoralement et stratégiquement.

Le Vlaams Belang en est une parfaite illustration. Le Vlaams Blok (devenu le Vlaams Belang) était un parti qui adhérait au corporatisme, une doctrine sociale dans laquelle la coopération harmonieuse entre le travail et le capital était centrale. Les travailleur-ses et les employeurs devaient œuvrer ensemble dans l'intérêt de la classe populaire (flamande). Ce faisant, ils ont adopté l'état d'esprit des partis d'extrême droite des années 1930.

Dans la pratique, cela s'est traduit par des vues plutôt libérales sur le plan économique (visant avant tout à promouvoir l'économie et la compétitivité flamandes) et par une aversion virulente pour les syndicats. Il suffit de penser au célèbre dicton « La grève fait mal, le travail profite ».

Sous la présidence de Tom Van Grieken, le parti a (en partie) changé de cap adoptant de plus en plus de positions sociales : maintien de l'indexation automatique, augmentation des pensions minimales, augmentation du congé parental... et même la nationalisation du secteur énergétique. Cette mutation du Vlaams Belang est inspirée du Front national (précurseur du Rassemblement national) de Marine Le Pen. Le VB et le FN/RN se présentent comme des partisans du « nativisme » et visent un État-providence taillé sur mesure pour leur « propre peuple ». Le Vlaams Belang veut financer toutes ces propositions en se désolidarisant de la Wallonie et en durcissant les conditions d'accès des migrant-es. Ainsi, les nouveaux arrivant-es ne pourront prétendre à la sécurité sociale qu'après un séjour légal de sept ans et après avoir payé des cotisations sociales pendant trois ans.

1. S. KIM, S. GREEF, et W. SCHROEDER, *The Far Right in the Workplace: A Six-Country Comparison*, 2022.

Par ailleurs, nous doutons fortement que ce programme «social» soit le véritable reflet de leurs idées socio-économiques. Par exemple, cette position sociale est en contradiction avec le comportement de vote du Vlaams Belang au Parlement européen, où il rejette pratiquement toutes les propositions qui ont de près ou de loin une orientation sociale. Il suffit de penser au récent vote sur le salaire minimum européen<sup>2</sup>.

Si l'on examine de plus près la position socio-économique des autres partis d'extrême droite, il est frappant de constater que leur attitude à l'égard de l'État-providence varie considérablement. Seul le PiS polonais se prononce clairement en faveur de l'expansion de l'État-providence et, en tant que parti au pouvoir, a mis en œuvre plusieurs lois sociales telles qu'un 13<sup>e</sup> mois pour les retraités, une augmentation des allocations familiales et des allocations pour enfants. Cette dernière mesure s'inscrit dans le cadre d'une politique conservatrice visant à stimuler le taux de natalité en Pologne.

Le Fidesz hongrois adopte plutôt une approche *workfare* dans laquelle tout salut vient du travail. Ainsi, le parti a créé des formes d'emploi public rémunéré en dessous du salaire minimum ou a accordé des allègements fiscaux aux familles qui travaillent.

En Allemagne, l'AfD se caractérise par un certain flou stratégique et deux courants sont actifs au sein du parti : une section prône un démantèlement de l'État-providence, tandis qu'une autre soutient un nativisme social semblable aux options du RN et du VB.

En Italie, la Lega continue généralement à suivre un programme libéral. Le fait de plaider en faveur d'une *flat tax* (moins élevée) et de s'opposer à une meilleure réglementation pour les travailleurs précaires (par exemple, les coursier·ères) en est une parfaite illustration.

Tous les partis plaident pour des systèmes de retraite anticipée après un nombre suffisant d'années de carrière. Ce n'est pas un hasard. Ce faisant, ils visent le public de ceux qui travaillent dur et qui ont eu la chance d'accomplir une carrière complète sans interruption due au chômage, à la maladie ou à d'autres formes d'inactivité. Un modèle, en outre, qui est certainement désavantageux pour les femmes.

Même si ces partis cherchent un élargissement programmatique «social», le thème de l'immigration reste le cœur de métier de l'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne et en Italie, ainsi que le principal attrait pour l'électorat ouvrier. Le Fidesz et le PiS ont également battu le même tambour, mais seulement après 2015, lorsqu'ils ont commencé à adopter des positions ouvertement anti-migrant·es en réponse à la crise des réfugié·es. L'éclatement de la Lega Nord en Lega témoigne une

fois de plus de la nature caméléon de l'extrême droite. Lega Nord s'opposait autrefois avec véhémence aux Italien·nes originaires des régions méridionales, alors qu'elle réunit aujourd'hui tou·tes les Italien·nes qui se sentent mal à l'aise avec l'arrivée de nouveaux·elles étranger·ères. Il ne reste donc que le Vlaams Belang comme parti séparatiste (d'extrême droite).

2. En septembre 2022, le Parlement européen a approuvé la proposition de directive européenne sur le salaire minimum européen. Tous les partis belges ont voté pour, à l'exception de la N-VA et du Vlaams Belang.



© Vlaams Belang sur Wikipédia

Inspiré par le RN, le Vlaams Belang a pris un cap plus «social» sous le présidence de Tom Van Grieken.

## L'extrême droite sur le lieu de travail

Dans un passé (relativement) lointain, le Vlaams Blok/Vlaams Belang a monté des plans pour présenter ses propres listes de candidat·es aux élections sociales. Ces plans ont échoué et l'on peut se demander si l'annonce de ces listes électorales ne faisait pas plutôt partie d'une opération stratégique visant à s'attaquer aux syndicats plutôt qu'à chercher une véritable percée dans les élections sociales. Ces opérations s'appuyaient, à un moment donné, sur le fonctionnement d'une sorte de cellule dédiée aux syndicats au sein du Vlaams Belang sous la direction de feu Marie-Rose Morel et ont abouti, entre autres, au livre de 2010 «Welkom in Vakbondistan» (qu'on pourrait traduire par «Bienvenue au Syndicalistan», NDLR) dans lequel les trois syndicats «de couleur» étaient dépeints sous un mauvais jour.

Ces dernières années, le VB n'a pas engrangé de succès sur ce front. Pour des raisons stratégiques, le parti s'oppose moins fortement

## Le Vlaams Belang vise à élargir son cercle d'adhérent·es par un usage intensif des réseaux sociaux.



© Jompa sur freepik

aux syndicats. Il vise désormais à élargir son cercle d'adhérent·es par un usage intensif des réseaux sociaux pour lesquels des sommes astronomiques sont dépensées.

Dans d'autres pays européens voisins, l'extrême droite tente toujours de s'implanter sur le lieu de travail. En Allemagne, le groupe d'extrême droite «Zentrumautomobile» (ZA) a déposé des listes aux élections sociales et plusieurs membres ont été élus dans les usines Daimler. ZA se présente comme une force contraire au syndicat classique «établi» et prétend défendre les «travailleurs ordinaires». Selon les militant·es syndicaux concernés, ce groupement communique de manière très agressive et affirmée lors des réunions du personnel, mais adopte plutôt une attitude passive, voire apathique, dans les organes de consultation à huis clos. Cela montre une fois de plus la nature populiste de droite de ZA.

En Pologne, en Hongrie et en Italie, quelques fédérations syndicales se frottent de très près à l'extrême droite.

En Pologne, par exemple, Solidarność s'est positionné plus radicalement ces dernières années comme un syndicat national-conservateur chrétien qui défend les valeurs chrétiennes traditionnelles et un rôle fort de l'Église dans la société. Il s'oppose à la lutte pour l'émancipation des femmes et des LGBT. Sur le lieu de travail, en revanche, Solidarność formule souvent des

demandes irréalistes et tente de se faire valoir aux dépens des autres syndicats. De cette manière, il tente de gagner des membres, mais aussi d'affaiblir le pouvoir de négociation des autres syndicats face à l'employeur. Selon les autres syndicats, il augmente l'incrédulité, la désillusion envers le syndicat parmi les travailleurs.

En Italie, l'Unione Generale del Lavoro (UGL) a des liens évidents avec la Lega, parti de droite radicale. Sur le terrain, l'UGL se présente comme un syndicat traditionnel qui se consacre aux questions syndicales «classiques» telles que les salaires et les conditions de travail. Dans la pratique, il se révèle être très favorable aux employeurs et peut être considéré comme un syndicat «jaune», étroitement aligné sur l'employeur (et sur la politique de la Lega).

La Hongrie et la France connaissent également le phénomène de syndicats jaunes, le «syndicalisme d'affaires» dans la terminologie spécialisée. Nous entendons par là les syndicats qui ont une pensée microéconomique et des liens clairs avec les employeurs ou les partis de droite radicale. Dans cet article, nous ne développerons pas d'exemples spécifiques.

## Contre-stratégies syndicales

Il est difficile de tracer une ligne directrice dans les stratégies mises en œuvre par les six syndicats étudiés pour contrer l'extrême droite. Le contexte dans les différents pays est en effet trop diversifié. Dans certains pays, l'extrême droite est au pouvoir, dans d'autres, des groupes de droite radicale ont pris pied sur le terrain (dans les organes consultatifs), dans d'autres encore, les fédérations syndicales adoptent elles-mêmes un profil d'extrême droite.

En Belgique, l'extrême droite n'a pas encore réussi à s'imposer de cette manière dans le paysage syndical existant. Des systèmes tels que le cordon sanitaire, les conditions strictes de représentativité pour présenter des listes aux élections sociales et, non des moindres, l'incompatibilité de l'appartenance syndicale avec l'engagement dans un parti d'extrême droite, ont œuvré en ce sens. Cela n'empêche toutefois pas qu'en Flandre, le Vlaams Belang soit très suivi par les membres des syndicats et par les travailleur·ses en général. Les recherches post-électorales de 2010 et 2014 l'ont déjà montré<sup>3</sup>. Comme mentionné précédemment, le Vlaams Belang est particulièrement présent sur les réseaux sociaux et parvient à toucher la corde sensible d'une partie de nos affilié·es. Cela se reflète, entre autres, dans le nombre de *likes* et

3. K. ABTS, M. SWYNGEDOUW et J. BILLIET, *De structurele en culturele kenmerken van het stemgedrag in Vlaanderen*, 2011-2014.

de *retweets* des posts du VB. Les syndicats belges vont devoir intensifier leurs efforts pour renforcer leur communication sur les réseaux sociaux. Ces dernières années, l'ACV a également investi dans l'éducation politique des militant·es, tant dans la formation de base que dans la formation des militant·es expérimenté·es.

Les syndicats des pays voisins ont également beaucoup investi dans la formation politique sur le lieu de travail et en dehors. Nous choisissons ici un exemple frappant. À l'usine Lamborghini de Turin, il y a une formation obligatoire (!) sur l'importance de la Constitution italienne (anti-fasciste) pour tou·tes les employé·es. Les syndicats y sont très suivis et ont pu faire respecter cette règle grâce au dialogue social. Lamborghini fait figure d'exception à cet égard. Dans la plupart des cas, comme en Belgique, la formation est principalement destinée aux militant·es syndicaux·ales.

En Pologne et en Hongrie, les syndicats se tiennent à l'écart de la formation politique et d'autres sujets controversés et polarisants pour lesquels les partis d'extrême droite (au pouvoir) sont souvent réprimandés par l'Europe (manque de respect de l'indépendance des médias, non-respect des droits des LGBT et des femmes, limitation de l'indépendance du système judiciaire...). Ils se concentrent sur la politique salariale et les droits du travail, pratiquant ainsi plutôt une forme de « syndicalisme économique ». C'est évidemment le résultat de la politique agressive du Fidesz et du PiS. Mais c'est aussi lié à la faiblesse de l'organisation et à la diminution du nombre d'affilié·es. Les syndicats de l'ancien bloc de l'Est ont également dû se réinventer après la chute du mur et faire connaître dans un premier temps qu'ils parvenaient à défendre les intérêts matériels de leurs affilié·es. Mais cela a certainement son revers : les dirigeant·es syndicaux découvrent que de nombreux·ses travailleur·ses sont sensibles à des messages simples ou à de fausses promesses, même sur le lieu de travail, et qu'il est en fait nécessaire d'aiguiser la conscience (politique) pour obtenir des succès syndicaux.

Enfin, il est également intéressant d'examiner la manière dont les syndicats traitent leurs propres affilié·es lorsqu'il·elles expriment des sympathies envers l'extrême droite. En Belgique et en France, il existe des procédures d'incompatibilité qui peuvent conduire à l'exclusion. Dans les deux pays, cependant, une éventuelle exclusion est précédée d'une discussion avec l'affilié·e qui a alors la possibilité de revoir à la baisse son engagement au sein des partis d'extrême droite.

“ *La manière dont l'extrême droite tente de s'attirer la sympathie des travailleur·ses varie d'un pays à l'autre.* ”

En Hongrie et en Pologne, les syndicats ne répondent pas à ces affilié·es. Les syndicats allemands et italiens occupent une position intermédiaire et se concentrent principalement sur la persuasion. Ils exposent ainsi la distinction entre les positions syndicales et les idées d'extrême droite.

## Observations finales

La manière dont l'extrême droite tente de s'attirer la sympathie des travailleur·ses varie d'un pays à l'autre, en fonction notamment de la manière dont la représentation des travailleur·ses est organisée dans les entreprises. Par conséquent, la réponse des syndicats varie également. Malheureusement, aucun remède n'a été trouvé. Il n'en reste pas moins important que les syndicats – dans la mesure du possible – continuent à jouer leur rôle sociopolitique à un niveau plus large. Cela vaut certainement pour la Flandre, où nous devons tout mettre en œuvre pour éviter une majorité absolue Vlaams Belang – N-VA en 2024. Cela nécessite, entre autres, une large mobilisation des syndicats et d'autres organisations de la société civile. Dans cette optique, l'ACV rejoint la coalition du 8 mai, qui tente de faire à nouveau du 8 mai (fin de la Seconde Guerre mondiale) un jour férié officiel et de relancer la lutte contre le fascisme.

L'ACV ne manquera pas de relever le gant pour informer et sensibiliser ses propres affilié·es aux dangers de l'extrême droite. Avec nos militant·es, nous voulons initier des formes de formation à la politisation comme stratégie pour contrer l'extrême droite. Nous relevons également le défi de toucher l'ensemble du personnel par le biais d'initiatives et de campagnes de communication ciblées. Il faut espérer ! #

(\*) Service de formation de l'ACV  
La traduction a été opérée par nos soins



© Alexis Brown

 SOCIAL

# Récits d'une pandémie qui bouscule les liens sociaux, enquête populaire en MOC

> Anne-France MORDANT et Laura FAURE (\*)

*En automne 2020, le MOC décide de renouer avec une de ses pratiques historiques, l'enquête populaire, afin de collecter l'expérience populaire de la pandémie et de la structurer en savoirs sociaux. Entre les phases de reconfinement et de déconfinement, un total de 10 groupes a participé à l'enquête au printemps 2021, rassemblant plus de 60 personnes. Ils ont livré leurs récits de la pandémie et—pour certains—en ont tiré une analyse. Les contenus de l'ensemble des travaux de groupe ont ensuite fait l'objet d'une analyse traversable à l'échelle du MOC.*

**C**e troisième et dernier article de la série consacrée à la démarche d'enquête populaire en MOC vise à compléter le travail de restitution effectué dans deux précédentes publications de Démocratie sur le sujet<sup>1</sup>, l'une portant sur les racines de l'enquête populaire, l'autre sur ses aspects méthodologiques. Dans cet article, nous développerons l'analyse menée *a posteriori* au niveau du MOC national autour des traces engrangées par les groupes participants à la démarche.

## «Un moment à ne pas oublier»

Le point de départ de l'enquête était le confinement du printemps 2020. Une rupture brute, un «moment historique fort [que] nous devons [...] retenir»<sup>2</sup> diront certains, «bizarre, inimaginable» ou «que

l'on pensait impossible», pour d'autres. L'arrêt total des activités apparaissait d'autant plus irréel qu'avant le COVID-19, «la société avançait comme un bulldozer», «comme si nous étions invulnérables».

«Le COVID a fait craquer les certitudes», «il a cassé une manière de vivre». Les participant-es racontent «leur» pandémie à partir des expériences qui les ont marqué-es personnellement, entre autres à partir de bouleversements des aspects de leurs vies qui, jusqu'alors, paraissaient intouchables. Parmi ceux-ci, l'interdiction des contacts sociaux qui a constitué un choc, en entraînant une déstructuration du quotidien. Le temps paraît désormais suspendu, entre les habitudes et petits rituels qui sont «mis en attente» et les perturbations des rythmes de travail. Pour certain-es, au

début, c'est l'occasion d'une «pause, de vacances», en pensant que «cela allait être de courte durée [avant] l'ennui de ne plus avoir d'activités [...]». Le repas familial du dimanche, les habitudes, le travail, les formations, le mouvement, l'église, etc. qui procurent habituellement satisfaction, plaisir et liens sociaux deviennent largement inaccessibles.

## Des liens sociaux pour «compter sur» et «compter pour» les autres

En limitant les contacts sociaux pour raisons sanitaires, le confinement a privé l'ensemble de la collectivité de quelque chose d'essentiel. Les travaux du sociologue français Serge Paugam sur les mécanismes de fragilisation

des liens sociaux dans les sociétés modernes permettent de mieux comprendre les implications de la restriction des contacts sociaux<sup>3</sup> dans le cadre de la pandémie.

Selon lui, différents types de liens sociaux nous relient aux personnes et aux institutions. Bien qu'ils concernent des relations différentes, ces liens sont source de deux dimensions essentielles à la sécurité de l'existence :

- Ils permettent à une personne de se reposer sur ses liens sociaux pour faire face aux difficultés dans son parcours. Ils sont source de protection. C'est la dimension du « compter sur » ;
- Ils apportent à chacun-e l'assurance d'être reconnu-e et valorisé-e par autrui. Ils sont source de reconnaissance sociale. C'est la dimension du « compter pour ».

À partir de ces deux dimensions, Paugam identifie quatre types de liens : lien de filiation, lien de participation élective, lien de participation organique et lien de citoyenneté (cf. Tableau ci-dessous). Pendant longtemps, les individus ont été dépendants de leurs cercles de protection rapprochés (la famille) pour faire face aux difficultés. En sortant cette protection du cercle familial, le développement de systèmes de protection sociale généralisée au fil

du 20<sup>e</sup> siècle a permis aux individus de diversifier les liens qui les rattachent à la société. Cette diversité se révèle aujourd'hui fondamentale lorsque, par exemple face à des liens familiaux qui ne sont plus source de protection et reconnaissance (abandon, violences intrafamiliales...), les autres liens pallient ces liens rompus.

La certitude qu'il était impossible de se voir privé-e simultanément de ces formes élémentaires de protection et de reconnaissance a pu être ébranlée par le confinement. C'est à partir de cette hypothèse que les chercheuses ont relu les récits des groupes. La suite de cet article développe les tournures qu'ont pu prendre ces privations d'accès à chaque type de liens dans l'expérience des participant-es.

### Les liens familiaux : un éloignement forcé, même dans le deuil

Une perturbation des liens largement partagée concerne la famille, qu'il s'agisse d'éloignement forcé ou, au contraire, du rapprochement forcé dans des foyers devenus des lieux de tensions ou de violences. La famille s'étend bien au-delà du logement et des frontières, et de nombreuses

personnes ont été dans l'impossibilité d'avoir des contacts avec leurs parents et grands-parents placés en maisons de repos, ou de savoir quand elles pourront revoir leur famille à l'étranger.

Durant le confinement, la difficulté d'accéder aux sources de protection familiale s'est doublée d'une expérience de proximité avec la mort. Les défunt-es – emporté-es « hors du champ de vision, hors du champ de mémoire »<sup>4</sup> des proches – sont « mort-es seul-es, sans accompagnement, sans dignité ». Ce déni de reconnaissance dans la mort concerne aussi le « récit du deuil » de celles et ceux qui restent. Ce récit a été comme « confisqué aux vivants »<sup>5</sup> : absence de funérailles, interdiction de passer les derniers instants avec ses proches, moment où vont se constituer les souvenirs importants pour traverser le deuil, difficulté à être entouré-e physiquement et accompagné-e par la famille et les ami-es dans la traversée de cette épreuve, etc. :

« J'ai été privée de ma marraine. J'ai voulu aller la voir et on m'a interdit formellement alors que c'est ma 2<sup>e</sup> maman. On m'a dit : "Vous ne faites pas partie de la famille. Elle a son fils et sa belle-fille." Ça m'a fait mal qu'on me dise que je ne fais pas partie de la famille. C'était injuste et inacceptable, cette distance, cette non-reconnaissance. »

Cette question du deuil a généré une importante réflexion auprès d'un des groupes, qui a abouti sur une action au niveau communal afin de rendre hommage aux morts. Avant la pandémie, peut-être paraissait-il inconcevable d'être privé de cette forme de reconnaissance dans la mort et le deuil. En dépit de n'avoir pu « compter sur » les autres dans cet accompagnement de la mort durant le confinement, l'hommage aux morts organisé par l'un des groupes a pu rappeler que les personnes endeuillées ont « compté pour » les autres. À l'heure du déconfinement, il est alors apparu important pour ce groupe de rendre visible cette reconnaissance.

Grille de lecture des liens sociaux selon Serge Paugam

Types de lien	Formes de protection Sources du « compter sur »	Formes de reconnaissance Sources du « compter pour »
Lien de filiation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au travers de la solidarité familiale</li> <li>• Forme de protection rapprochée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir compter pour ses parents et enfants</li> <li>• Reconnaissance affective</li> </ul>
Lien de participation élective	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au travers de la solidarité de l'entre-soi choisis</li> <li>• Forme de protection rapprochée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir compter pour les proches choisis</li> <li>• Reconnaissance affective ou par similitude</li> </ul>
Lien de participation organique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au travers d'un emploi stable</li> <li>• Forme de protection contractualisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance par le travail et l'estime sociale qui en découle</li> </ul>
Lien de citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au travers du principe d'égalité face à différents droits (civils, politiques et sociaux)</li> <li>• Forme de protection juridique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance de l'individu souverain</li> </ul>

## Les liens de participation : des liens incomplets

Les récits rappellent que de nombreuses personnes étaient déjà isolées avant le

déséquilibre entre vie professionnelle et vie familiale. «L'apparition de leur espace de travail au sein de leur foyer, mais aussi [...] la routine qui s'installe entre la maison et le travail sans

*« Une perturbation des liens largement partagée concerne la famille, qu'il s'agisse d'éloignement forcé ou, au contraire, du rapprochement forcé dans des foyers devenus des lieux de tensions ou de violences. »*

confinement ou n'ont pas de famille ici. Alors, «la famille ici, c'est la formation, l'église, fréquenter un peu les magasins... Dès qu'on a dit l'arrêt des formations, des visites, des magasins, dès le début, c'était du négatif». Ce lien entre proches choisis couvre un vaste champ de relations sociales que chacun-e construit tout au long de sa vie, comme les liens amicaux, souvent moins institutionnalisés, mais aussi les liens de socialisation des enfants via l'école. Des participant-es, en majorité des femmes, ont vécu en première ligne les conséquences de la fermeture des écoles auprès de leurs enfants, isolés de leurs camarades et enseignant-es durant cette période.

La coupure des liens entre proches choisis amène un recentrage autour des liens familiaux au sein du foyer (seuls liens «accessibles» durant le confinement), qui met en évidence la complémentarité des liens sociaux. Cette complémentarité se démarque aussi nettement lorsque les participant-es évoquent leurs liens professionnels : ce qui était «perdu» comme lien d'un côté était réinvesti de l'autre côté, quand c'était possible.

La stabilité des liens sociaux a aussi été impactée dans la sphère du travail. Pour certain-es, «le ralentissement des activités a permis d'améliorer la relation avec [leur] enfant», d'évacuer un stress professionnel important ou une fatigue intense, ou de «se retrouver, investir ensemble, faire de petites promenades, prendre un apéro...» avec leur conjoint-e. Pour d'autres, le confinement a été vécu comme un moment de «dérapiage numérique», source de

aucun espace de loisirs sur le côté» et l'allongement des journées de travail qui en découle, ont créé un stress nouveau, dans une période sans délasserment, sans contacts sociaux extra-professionnels, où «le quotidien c'est métro, boulot, dodo, sans rien d'autre».

Si le «maintien du travail et du salaire» a pu jouer sur le sentiment de protection apporté par les liens professionnels, cette forme de protection a souffert de dysfonctionnements. Qu'il s'agisse de l'augmentation de la charge de travail et du stress qui y est lié, de l'absence de respect de mesures sanitaires et de moyens de protection sur le lieu de travail ou plus largement «d'importantes difficultés à être entendu-es par leur hiérarchie», les liens de confiance et de sécurité entre les individus et le lieu qui les emploie a été fragilisé. Cette perturbation du lien professionnel s'est inscrite dans des contextes personnels variables, puisque soit les personnes étaient en mesure de réinvestir ces liens dans la sphère privée, soit cette même sphère privée devenait elle aussi un lieu de fragilisation des liens.

## Les liens de participation au sein du mouvement social

Les participant-es s'investissent dans le mouvement par conviction ou simplement «pour rencontrer d'autres personnes». Le maintien d'activités associatives, fût-ce par visioconférence, a parfois permis «de conserver le cordon ombilical» entre les personnes et le mouvement. Si le numérique pouvait constituer un moyen

de garder un lien et une attention pour les groupes, les participant-es notent que le «virtuel ne permet plus la convivialité et de se sentir en collectif».

En assurant ce lien, mais aussi en intervenant très concrètement (colis alimentaire, activités en visioconférence, etc.), le mouvement social a été une source de soutien pendant la crise. Le redémarrage des activités au début de l'été 2020 a été porteur de perspectives positives, comme dans ce groupe d'ainé-es, où est souligné que cette reprise se réalise avec «une attention particulière aux liens : "M. Untel a été placé [...]. Qui sait comment on peut le contacter ? Vous cuisinez bien, vous êtes d'accord de faire un petit cake comme récompense ?" Il faut construire un réseau. C'est la force du mouvement, une attention particulière !»

En même temps, certain-es évoquent un sentiment de colère de ne pas avoir pu compter sur le mouvement, car les activités étaient stoppées, ou plus généralement parce qu'il et elles ressentaient une dislocation des liens avec celui-ci. Cette colère est dirigée vers un mouvement qui semble parfois en décalage, avec une communication «[...] créée par des spécialistes et pas assez par les gens concernés eux-mêmes». La structure du mouvement apparaît alors comme «une grande chaîne avec un fonctionnement difficile, laborieux et toute la richesse s'estompe dans les rouages», ce qui a un effet concret sur leur sentiment d'appartenance : «Ce n'est pas compréhensible [...] J'ai abandonné, ça m'énerve de ne pas comprendre et de ne pas avoir de place».

Pour compter sur la solidarité de cet entre-soi et se sentir appartenir, les récits mettent le doigt sur le besoin de reconnecter tous les niveaux du mouvement ensemble, «d'ouvrir nos portes et de ne pas rester dans nos petits collectifs» et de trouver «un équilibre [...] entre la structure globale et les initiatives locales, l'aspect "mouvement"». Cela est d'autant plus souligné dans un monde où beaucoup ont été démunis face à la complexité de ce que la société était en train de vivre : resserrer ces liens à tous les niveaux permet de «partager des



idées [...] pour plus de solidarité, plus de liens, plus de compréhension dans la complexité. Il y a des initiatives positives [...], mais celles-ci ne se partagent pas beaucoup».

Enfin, plus qu'une intention, les participant-es rappellent à quel point la dimension de convivialité au sein du mouvement est essentielle dans la politisation de leurs expériences communes :

«Si vous voulez réunir des gens, il faut leur donner à boire et à manger [...]. C'est pour ça qu'on [vient]. Partager un repas, un temps d'échange, des temps marquants est indispensable pour la convivialité, pour la construction collective ou pour du divertissement. On peut réfléchir et faire des débats, mais c'est important de manger avant ou après. [...] Mais on ne peut rien dire, rien décider comme volontaire. On peut proposer des choses [...]. Il y a une personne qui porte un chapeau dans notre groupe. Les permanent-es aident beaucoup aussi pour rassembler les idées. C'est malgré tout un mouvement démocratique.»

Cette place prise par les aspects de convivialité a du sens au regard de la fragilisation des liens durant la pandémie. Néanmoins, lors de leurs échanges, les participant-es d'un groupe local mentionnent que «dans notre communication, il est préférable d'utiliser le terme convivialité, plus léger et attirant que le terme solidarité qui peut faire peur à certain-es». Il faudrait alors être en mesure de questionner à la fois les aspects de la convivialité qui pourraient être ravivés dans les relations, mais aussi les ressorts de cette peur envers le terme «solidarité», pourtant tout à fait essentielle pendant le confinement et au fondement de notre mouvement.

### Le lien de citoyenneté : injustice et confinement à deux vitesses

Le lien de citoyenneté a aussi souffert de la pandémie. En mars 2020, l'annonce du confinement a fait naître simultanément une vague d'entraide et de solidarité citoyennes immédiate, d'une part, et de nombreuses difficultés personnelles



face aux restrictions, d'autre part. Ces difficultés ont peu à peu fait place à un sentiment d'incompréhension et d'injustice face aux conséquences de mesures qui faisaient plus de mal au quotidien qu'elles ne protégeaient.

Les actes de solidarité étaient mis à l'épreuve des changements fréquents de discours et décisions relayés dans les médias, apparaissant de plus en plus arbitraires ou irréalistes pour celles et ceux qui vivaient la pandémie au quotidien, et façonnant en même temps des clivages au sein de la population (pro- et anti- jeunes et/ou aîné-es, etc.).

Le sentiment d'injustice est exprimé différemment selon où on se place dans la temporalité des confinements. Au début de la pandémie, lorsque les règles étaient

qu'«on [les] prend pour des enfants dans la communication gouvernementale», mais aussi qu'ils et elles perdaient toute forme de pouvoir et de marge de manœuvre face aux consignes et contrôles du confinement strict. En effet, il a rapidement été établi que ce confinement était impossible à respecter dans de nombreuses situations, et les participant-es ont eu le sentiment d'être «rendu-es responsables alors que la responsabilité n'était pas la nôtre, mais devait être prise par les médecins et le gouvernement». S'il est certain que nous ne connaissions que peu de choses sur ce nouveau virus, souscrire à cette responsabilisation, dans le cadre d'un effort collectif, implique au préalable un sentiment de confiance envers les

*« Si le " maintien du travail et du salaire " a pu jouer sur le sentiment de protection apporté par les liens professionnels, cette forme de protection a souffert de dysfonctionnements. »*

les mêmes pour presque tout le monde, exception faite des métiers en première ligne, la pandémie a agi comme un révélateur des inégalités déjà présentes dans la société. Lors du déconfinement, les mesures différenciées ont accentué le sentiment d'injustice de celles et ceux qui vivaient des situations impossibles tout en voyant d'autres personnes bénéficier des assouplissements.

Face aux mesures, certain-es se sont senti-es «infantilisé-es», considérant

institutions. Or, les récits montrent que cette confiance a été à plusieurs reprises entamée, entre autres au travers de l'abandon ressenti par les plus touchés-es et par les acteur-rices des systèmes de soins de santé.

### Protection et reconnaissance : deux victimes de la pandémie

Ainsi, les participant-es se sont vu-es privé-es simultanément des différentes sources de protection et



## La dimension de convivialité au sein du mouvement est essentielle dans la politisation des expériences communes.

© ismael-paramo

de reconnaissance sociale qui se construisent au travers des liens sociaux.

Selon Paugam, la fragilisation des liens sociaux «pousse les individus à rechercher des formes de protection complémentaires dans leur sphère privée, ce qui a pour effet d'accroître les inégalités»<sup>6</sup>. Or, le confinement a en plus rendu impossible de vivre ces liens sociaux rapprochés et il apparaît nettement que, dans une société en crise, ces derniers sont nécessaires, mais aussi insuffisants pour faire face à l'isolement et à l'impossibilité d'accéder aux ressources essentielles à une vie sociale digne. Les participant-es d'un groupe résumait que «l'isolement n'est pas vécu de la même façon par tout le monde. Cette différence serait due aux situations de vie variable. On n'a pas été isolé de la même façon. [...] Des différences sont apparues en fonction des situations de vie».

Si ces conclusions paraissent aujourd'hui bien évidentes, les revoir sous l'angle des liens sociaux permet d'y déceler les dimensions de protection et de reconnaissance qui ont été mises à mal tout au long de la pandémie, ce qui a pu générer un sentiment d'abandon important chez une bonne part de la population. Ce sentiment d'abandon perdure au-delà du COVID-19 et se voit renforcé par la crise de l'énergie. Dans un contexte de fragilisation de la démocratie et de montée en puissance de l'extrême droite partout en Europe, c'est un sentiment avec lequel il va falloir compter.

Notre mouvement social s'est construit en apportant au monde du travail en général, et à ses membres en particulier, protection (via la sécurité sociale) et reconnaissance (via la démarche d'éducation permanente, la démocratie participative interne et les activités de proximité). Gageons que cette capacité à renforcer les liens de participation et de citoyenneté puisse à nouveau s'actualiser pour répondre aux enjeux de notre temps.

### Le mot de la fin

L'enquête populaire en MOC avait l'ambition de travailler à plusieurs échelles. D'un côté, la récolte et l'analyse des récits individuels et collectifs se sont faites au niveau des groupes et avaient pour but de mettre ceux-ci en mouvement, de les orienter vers l'action. De l'autre, le MOC, initiateur de la démarche, souhaitait s'appuyer sur la construction de ces savoirs collectifs critiques au niveau des groupes pour développer sa stratégie politique. Au terme de cette expérience, il apparaît que cette démarche a été paradoxale à bien des égards : dans son rapport au temps, au politique et au mouvement.

Tout d'abord, la question du temps s'est révélée épineuse, car alors que le temps de la pandémie et du confinement était un temps suspendu, nous avons conservé un rapport au temps marqué par le souci d'efficience

et de l'urgence. Cela s'est traduit pour les animateur-rices par une difficulté à mettre en place le nombre de séances prévues tout en éprouvant le besoin de pouvoir suivre les groupes sur un temps long pour poursuivre avec eux une démarche d'éducation permanente et de passage à l'action, une fois «le moteur lancé». La notion de «passage à l'action» s'est également trouvée au cœur d'un paradoxe. Car si la démarche de l'enquête a été saluée par les animateur-rices et les participant-es des groupes comme une démarche qui «redonne la parole et le pouvoir d'agir», qui «permet de passer de la rage à la construction»; le passage à l'action politique induit/espéré par le MOC semblait en décalage avec les aspirations, les vécus des participant-es dans le temps de l'enquête. Enfin, si le fait de travailler à l'échelle du mouvement nous a permis de revivifier collectivement une pratique historique du mouvement, cette échelle a parfois, paradoxalement, freiné des initiatives des groupes locaux, qui attendaient d'avancer en mouvement pour agir. Malgré tous ces paradoxes, la démarche d'enquête populaire en MOC à l'occasion de la pandémie a suscité l'intérêt des différentes parties prenantes et semble être source d'inspiration pour de nouvelles initiatives d'enquête populaire dans le MOC, à des échelles plus réduites cette fois. #

(\*) Chercheuses FTU

1. Voir A.-F. MORDANT, M. BUCCI, J. GRAS, «Déconstruire la pandémie pour ouvrir de nouvelles perspectives d'agir», *Démocratie*, n° 12, décembre 2020, pp. 2-4; L. FAURE, A.-F. MORDANT, «Enquête populaire en MOC : quels apprentissages ?», *Démocratie*, n° 5, mai 2022, pp. 2-4. Disponibles en ligne : [www.revue-democratie.be](http://www.revue-democratie.be).

2. Sauf mention contraire, l'ensemble des citations est issu des paroles anonymisées des participant-es.

3. S. PAUGAM, *Le lien social*, Paris, PUF, 2008, 5<sup>e</sup> édition, 2022.

4. F. BENATTIA, «Comment le COVID-19 malmène les rites et le temps du deuil», *The Conversation*, 2020, [en ligne].

5. *Idem*.

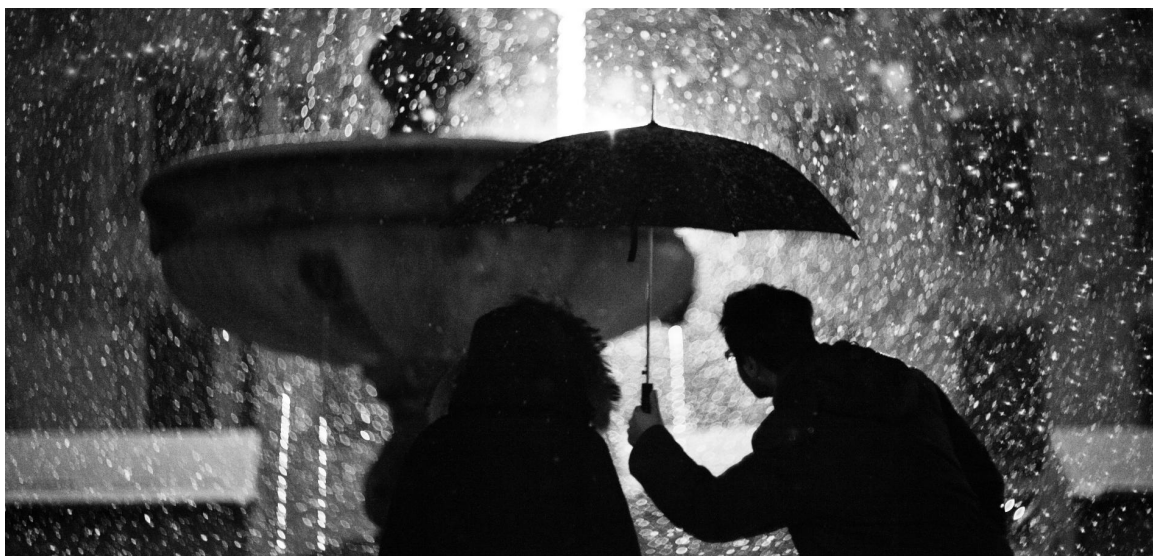
6. S. PAUGAM. *Ibid.*, p. 87.

## Féminisme

# La galanterie, ce cadeau empoisonné

> Aurore KESCH (\*)

En tant que féministes, il nous faut donner à voir ce qui se fond de plus en plus dans le décor, être attentives et vigilantes à la régression comme peut l'être l'acceptation de la galanterie. Sous des dehors inoffensifs, elle entrave la lutte contre le système patriarcal.



**S**e pencher sur la galanterie, quand il semble que tout a déjà été dit à son propos, c'est une gageure... C'est presque, même, un non-sujet, tellement il est évident que d'un point de vue féministe, accorder une attention accrue à une personne sur la base d'une prétendue faiblesse attribuée à un sexe ou à un genre est complètement inapproprié.

Sauf si l'on considère le climat de sexisme ordinaire et l'invisibilité dont celui-ci jouit encore. Sauf si l'on se dit qu'écrire sur la galanterie, ce n'est pas enfoncer des portes ouvertes, mais bien donner à voir ce qui se fond dans le décor.

Être féministe aujourd'hui, c'est laborieux. C'est être vigilante à ne s'habituer à rien, à ne pas se laisser endormir, à rester constamment en veille pour maintenir des droits durement acquis. Dans une société qui veut nous faire croire et nous prouver que l'égalité est déjà là, la galanterie peut nous donner du fil à retordre. Au moment où le féminisme devient un peu « à la mode », semble plus commun ou acceptable, est mis à toutes les sauces ; au moment où il n'est presque plus un gros mot, méfions-nous de la marche arrière que peut constituer l'acceptation d'actes dits « galants ».

### Un travail de sape efficace

La galanterie, sous des dehors inoffensifs, sape réellement des efforts explicites de lutte contre le système patriarcal. Un système qui, pour se maintenir, se sert de l'homme qui vous offre le resto (ou un bouquet de fleurs le 8 mars, grand classique dans le florilège « galant »).

Le patriarcat, rappelons-le, est ce système d'organisation de la société qui fait en sorte que la plupart des pouvoirs politiques, culturels, économiques et sociaux sont aux mains des hommes, dans un monde qui les consacre comme les grands référents.

Ce système se nourrit de chaque faille, de chaque peur, de chaque interrogation auxquelles il répond avec un argumentaire bien rodé, des mythes qui étouffent toute possibilité de contradiction – à grands coups de « ça a toujours été comme ça » – et qui assomment autant qu'ils conditionnent.

La galanterie participe, tout autant que d'autres procédés sexistes, à renforcer et à maintenir ce système de domination. Elle a bien creusé son sillon, à mi-chemin entre sexisme bienveillant et sexisme paternaliste. Un sexisme ordinaire, édulcoré. Nous faire un cadeau ou nous mettre en valeur peut constituer une stratégie opportune, non favorable pour nous,

mais bien pour l'autre ! Résister à l'égalité salariale, mais nous tenir la porte... C'est politique. Comment faire pour sensibiliser à la légitimité du combat pour l'égalité d'une part et d'autre part à la vacuité du geste galant qui constitue un comportement acquis perpétuant des représentations erronées ? Combien de temps faudra-t-il encore pour déconstruire ces stratégies cachées ? Pour nous déconstruire !

Simone de Beauvoir disait déjà, à propos de la galanterie, qu'elle est « une contrepartie héritée des sociétés patriarcales visant à maintenir la femme dans son état d'asservissement ».

Gisèle Halimi dénonçait aussi la galanterie « parce qu'elle est dissymétrique, inégalitaire. Si on voit un jour une galanterie égalitaire, je ne la rejetterai pas ! »

## Résister envers et contre tout

Remettre le système en cause, c'est aussi analyser ses manifestations les plus apparemment « agréables », ou confortables, en tout cas les moins ouvertement confrontantes.

Dans le domaine du sexisme, chaque hésitation peut coûter cher. Chaque exception au principe d'égalité peut refaire le lit d'une généralité défavorable aux femmes. Je crois aux petits efforts, aux petits défis, aux petits courages de tous les jours. Ceux qui nous émancipent sans grands éclats, mais avec certitude. La résistance à la galanterie en est un.

Si j'accepte qu'on m'offre un resto – au motif que je suis une femme et que c'est normal que ce soit l'homme qui paie –, sans questionner en aucune façon la raison, je contribue, même sans le vouloir, à ralentir, voire immobiliser les efforts fournis par ailleurs, par d'autres, pour que les femmes soient enfin considérées avec les mêmes possibilités que les autres habitantes de cette planète. « Tu veux m'offrir un resto ? Avec plaisir ! Mais que ce soit au nom de ton amitié ou de ton amour pour moi, et non parce que tu considères que c'est ton devoir envers moi ou parce que cela assoit ta virilité. Et d'ailleurs, je préfère payer ma part ou, au moins, te rendre la pareille prochainement. »

« Quand dans une réunion, tu me dis "Honneur aux dames !" pour me laisser parler en premier, tu suggères une autorisation paternaliste qui me pénalise dès le départ. Si tu veux vraiment valoriser ma réflexion, écoute-la, ne la coupe pas, ne la reformule pas, laisse-lui de la place. Tu peux me laisser la parole simplement parce que j'ai quelque chose d'intéressant à dire, sans avoir à utiliser ce prétexte un peu condescendant, qui abîme, *ipso facto*, le contenu de mon intervention. Me faire honneur, justement, ce serait de débattre avec moi sur le fond de mon propos. »

Ce qui peut être intéressant, me semble-t-il, c'est d'aller dans les détails, dans les méandres plus ou moins conscients de ces attitudes, de leur intention autant que de leur réception, de ces rituels quotidiens qui perpétuent ces pratiques plus ou moins sexistes, qu'ils soient tolérés, ignorés, ou pardonnés. Ou encore d'explorer certaines modalités actuelles de la galanterie.

Quand ma fille de 20 ans s'entend dire, dans son mouvement de jeunesse : « Ça se dit féministe, mais ça t'arrange bien que je porte les tables... », c'est encore tout un autre monde qui s'ouvre. Celui du regret fantasmé qu'on attribue aux femmes qui, tout en assumant leur volonté d'avoir les mêmes capacités et perspectives que les hommes, regrettent de se priver de la galanterie, qu'un ordre plus « classique » des choses leur aurait servi jadis sur un plateau d'argent.

Être féministe, ce n'est pas vouloir que les femmes portent seules les tables, ce n'est pas inverser les rôles, c'est les partager. En fonction des possibilités des unes et des autres, dans un équilibre rechoisi à chaque fois et qui prend soin de chacun·e.

## Une question qui revient...

Rejeter la galanterie comme outil du patriarcat, ce n'est pas renoncer à l'harmonie d'une vie en commun. Ce n'est pas rejeter toutes les manières de se respecter les uns les autres, de matérialiser les sentiments qu'on a pour les autres, de leur montrer qu'ils comptent. C'est simplement tenter d'empêcher que certains gestes, certaines attitudes, continuent à renforcer une binarité qui mésestime, et se défaire de quelques atouts qui font perdurer un ordre des choses foncièrement inégalitaire. Il faut le redire, hélas, encore aujourd'hui.

À l'heure de faire le point sur la galanterie, après cinq ans de *Me Too*, rappelons-nous que le combat pour l'égalité n'est pas gagné... Rappelons-nous notamment *La tribune* sur la « liberté d'importuner » publiée dans *Le Monde* en 2018, et ses premiers mots : « Le viol est un crime. Mais la drague insistante ou maladroite n'est pas un délit ni la galanterie une agression machiste. »

Alors, insistons : loin d'être un art de vivre, la galanterie est une agression machiste dans ses effets et son décodage est sans appel.

La bonne nouvelle, c'est que ce n'est absolument pas une fatalité. Nous n'avons pas à choisir entre un monde sans attention ni souci de l'autre et un monde pétri empoisonné et emprisonné par ces pratiques de galanterie d'un autre âge !

Nous avons à être plus ambitieuses et exigeantes, à faire advenir un monde où nous sommes reconnues et valorisées pour l'ensemble de ce qui nous constitue, ce que nous sommes. #

(\*) Présidente de Vie Féminine



INTERVIEW



**Francis DUPUIS-DÉRI**

Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal

Francis DUPUIS-DÉRI, *Panique à l'université : rectitude politique, wokes et autres menaces imaginaires*, Montréal, Lux Éditeur, septembre 2022, 328 pages.

## Résister à la panique morale « woke »

Dans son nouvel essai, Francis Dupuis-Déri se penche sur les usages réactionnaires du « wokisme ». Après avoir travaillé sur les questions de démocratie, sur l'anarchie, mais aussi sur les masculinistes, il s'intéresse aujourd'hui aux pourfendeurs du wokisme qui accusent féministes et antiracistes d'exercer une « tyrannie wokiste » dans les universités, et au-delà. Une enquête indispensable à l'heure où les discours sur la « panique woke » occupent les tribunes médiatiques et politiques.

### *Comment définir le terme « woke » ?*

Au Québec et en France, le terme « woke » ou « wokiste » apparaît il y a deux ans de façon fulgurante. Il est importé des États-Unis spécifiquement par des médias et des polémistes situés à droite, conservateurs et réactionnaires, afin de mépriser et ridiculiser les mouvements féministes et antiracistes surtout, mais aussi les mouvements LGBTQI+. C'est pourquoi il est assez embêtant de définir et d'utiliser moi-même ce mot. Le mot provient spécifiquement du mouvement Black Lives Matter et son slogan « Stay Woke ». Comme en français, le mot éveil a deux sens en anglais. Il désigne l'éveil physiologique, le contraire d'être endormi, mais aussi, au sens politique, l'éveil des consciences. Tous les mouvements sociaux et les courants philosophiques (les Lumières par exemple), de même que les partis politiques, essayent d'éveiller les consciences à leur cause.

### *On entend beaucoup le mot « woke », mais il y a d'autres « mots piégés » qui circulent aussi, comme le « politiquement correct ». Leurs significations et leurs usages sont-ils identiques ?*

Le mot « woke » a en fait remplacé le « politiquement correct ». C'est bien la preuve que ce n'est pas un concept descriptif ou analytique puisqu'on l'a importé sans jamais expliquer pourquoi soudainement il remplaçait « politiquement correct ». On entend aussi les termes islamo-gauchisme, social justice warriors, féminisme intersectionnel ou décolonial.

### *Dès lors, écrire ce livre, même s'il déconstruit le concept, risque-t-il de lui donner un écho supplémentaire ?*

Les jeux sont déjà faits puisque l'importation et la saturation du débat public autour de ces idées sont déjà réalisées. Mon objectif avec ce livre est donc de contrer les arguments et de donner quelques outils pour déconstruire et résister à ces discours réactionnaires puissants qu'on retrouve dans les médias, dans les familles, afin de ne pas se laisser dérouter par ces polémiques.

### *Pourquoi l'université est-elle particulièrement visée par les pourfendeurs du wokisme ?*

Il y a plusieurs explications. Premièrement, il existe une vieille tradition au sein des forces réactionnaires et conservatrices de jouer l'université contre le peuple, de la décrire comme un lieu élitiste où se fabriquent des idées et des valeurs nocives pour lui. On l'a vu au 20<sup>e</sup> siècle, où l'université était accusée de forger les idées communistes. Ensuite, le débat d'aujourd'hui est lié à une tradition plus récente. À partir de la fin des années 1970 aux États-Unis, se développe l'idée que les féministes et antiracistes qui rentrent dans les universités vont détruire les départements de sciences humaines et sociales, de lettres, d'art... On brandit la menace d'une pensée totalitaire et idéologique qui va se propager dans les universités et au-delà afin de dénigrer les mouvements féministes et afro-américains. Cela a été importé en France par des penseurs comme François Furet ou Alain Finkielkraut, qui considèrent que tous les « problèmes » viennent des campus américains.



***Ces discours ne correspondent pourtant pas à une réalité empirique...***

En effet, ces études de genre ou afro-américaines restent très marginales dans les universités... J'ai fait les comptes et à peu près 10% des 4.500 établissements universitaires aux États-Unis proposent des programmes dans ces champs d'études.

“ *On brandit la menace d'une pensée totalitaire et idéologique qui va se propager dans les universités et au-delà afin de dénigrer les mouvements féministes et antiracistes.* ”

***Que reproche-t-on donc à ces champs d'études consacrés aux minorités ?***

On reproche à ces études et recherches d'avoir troqué l'approche scientifique pour de l'idéologie. C'est malhonnête. Un tas de champs d'études et d'enseignements sont motivés par un espoir d'améliorer les choses. En psychologie, en travail social, en histoire de l'enfance par exemple, on vise le bien-être de l'enfant. En sciences de la médecine, on espère aussi que l'amélioration de la santé et du bien-être des gens soit au cœur des recherches. Les études féministes et sur le racisme visent la même chose et ont recours pour ce faire à des méthodologies d'enseignement et de recherches éprouvées, évaluées et validées par les pairs. Elles sont pourtant discréditées. Me situant dans une perspective anti-capitaliste, j'ai fait le compte dans mon livre et je montre qu'il y a beaucoup plus d'écoles de management que de programmes de genre et d'antiracisme. Ces programmes ont produit le néolibéralisme, les outils idéologiques et théoriques du New Public Management qui ont eu des impacts très problématiques dans nos institutions, y compris publiques, comme dans les universités. Cette critique n'est pourtant jamais adressée aux universités par les pourfendeurs du wokisme.

***Cette «panique morale», comme vous la nommez, n'est-elle d'ailleurs pas agitée comme un épouvantail pour masquer une évolution dangereuse, celle de la marchandisation des universités ?***

On me pose souvent cette question. Je ne suis pas capable de démontrer qu'un groupuscule dirigé par les essayistes Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner et le patron de presse et milliardaire Vincent Bolloré ont décidé sciemment d'agiter cet épouvantail pour faire passer le néolibéralisme. Je pense par

ailleurs que les personnes qui ont fait de la panique woke leur fonds de commerce sont réellement antiféministes et anti-antiracistes. Je constate aussi que ces polémiques sont produites par des médias qui sont la propriété des plus grandes fortunes du pays aux États-Unis et en France, il s'agit d'une industrie de propagande réactionnaire. Des magnats de la presse se payent des polémistes afin de saper ces mouvements sociaux.

***Au-delà de cette frange très identifiée à droite, le «wokisme» anime aussi des personnes plus progressistes. Il n'est pas rare d'entendre dans les rangs de la gauche également des critiques à l'égard du féminisme intersectionnel ou du «langage identitaire»<sup>1</sup>. Qu'est-ce qui fonde leurs craintes ?***

En effet, on voit également ces critiques dans les rangs de la gauche et de l'extrême gauche. Cela s'inscrit dans une longue tradition qui remonte au 19<sup>e</sup> siècle d'une critique de la voix des femmes au sein de la grande famille socialiste, y compris au sein des syndicats. On reproche au féminisme d'être une idéologie bourgeoise. Cette critique opère toujours avec d'autres mots aujourd'hui. On accuse les féministes et les antiracistes d'être facilement récupérables par le néolibéralisme, de ne pas menacer le système, de diviser la lutte, de fragmenter la gauche. On les enjoint donc de serrer les rangs dans la lutte contre le patronat. Pour moi, il s'agit d'une rhétorique fallacieuse. D'abord, parce que le capitalisme récupère absolument tout. Il y a par ailleurs des luttes féministes à mener dans le système de marché – en matière de discriminations au travail par exemple. Ce n'est donc pas un vain combat. Mais surtout, j'aime à rappeler que cette critique fait totalement l'impasse sur le fait que dans nos organisations de gauche et d'extrême gauche, il y a aussi du sexisme et du racisme.

***Mais que répondre aux affaires qu'on a pu entendre d'une conférence annulée ou d'un prof renvoyé parce que pas suffisamment «éveillé» ?***

Ces tensions ne sont pas nouvelles. Dès la fondation des premières institutions universitaires en Europe au 13<sup>e</sup> siècle, il a existé des grèves étudiantes, des tensions entre élèves et professeurs, des mobilisations pour renvoyer des professeurs, des conflits liés aux contextes politiques, religieux, sociaux, culturels. Plus les classes portent sur des sujets politiquement sensibles, plus les risques de tensions sont élevés. En réalité, cette conflictualité – et j'en ai moi-même vécue – est embêtante à régler, mais quand on regarde les chiffres, on a pour ainsi dire peu de

1. Lire à ce sujet Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, « Impasse des politiques identitaires », *Monde diplomatique*, janvier 2021



© CentralWashingtonUniversity sur Flickr

Le terme « woke » est importé des États-Unis spécifiquement par des médias et des polémistes conservateurs et réactionnaires, afin de mépriser et ridiculiser les mouvements féministes et antiracistes surtout, mais aussi les mouvements LGBTQI+.

personnes sanctionnées ou qui perdent leur poste. C'est tout à fait exceptionnel. On nous rapporte souvent – et mal – des affaires de sanction de professeurs. On ne nous parle pas en revanche des mises à pied de professeurs qui critiquent Israël ou défendent Black Lives Matter ou des mouvements anti-fascistes. Aussi, je considère que ces mouvements font avancer la liberté académique au niveau de l'enseignement et de la recherche, et c'est la mission de l'université. Dans les années 1980, je n'avais aucun cours sur le racisme ou sur les peuples autochtones en science politique. J'aime aussi à rappeler que les femmes n'ont pas pu avoir accès à l'université pendant 700 ans... Ces mobilisations féministes et antiracistes nous interpellent moi et mes collègues. Ça fait quelques années que je consacre plus de temps et d'énergie qu'avant à lire et à me documenter sur l'histoire, les théoriques et les concepts produits par les études afro-américaines, les personnes afro-descendantes au Canada. C'est un gain en termes de réflexion et d'analyse et de complexité. Cela remet en question des certitudes. On rate une grande partie de la réalité sociale si on se ferme aux traditions et aux populations marginalisées. À ce niveau-là, c'est absurde de constater la position dogmatique et paresseuse de collègues qui brandissent le concept d'universalisme, ou qui parlent de fragmentation et de particularisme contre ces nouveaux champs d'études féministes et afro-américains. On n'est pas universaliste si l'on n'est pas à l'écoute de la diversité du monde, des voix et des expériences hétérogènes.

***Quels sont les éléments qui rendent ces discours anti-woke si contagieux et si puissants dans le débat public actuel ?***

Deux choses. D'une part, les polémiques dont je parle se retrouvaient à l'identique à l'époque dans les années 1980 et 1990 où la situation n'était pas la même. C'était une attaque contre les féministes et les antiracistes dans une perspective de finaliser l'hégémonie libérale et néolibérale à la fin de la guerre froide et de l'effondrement du bloc de l'Est. Les attaques contre le politiquement correct s'inscrivent dans ce courant. Pour stimuler cette panique, on évoque les pires violences de l'histoire : chasse aux sorcières, lynchage, totalitarisme, rééducation... Cette saturation est donc récurrente. En fait, ces discours de panique, de paranoïa et d'invasion se construisent indépendamment du nombre et reposent sur des exagérations. Même si les évolutions en faveur de causes progressistes restent assez relatives, les discours réactionnaires se multiplient. Une femme, une personne homosexuelle ou trans est toujours de trop. Un deuxième élément explique pourquoi le terreau actuel est favorable à la résurgence et la saturation de ces discours. Ces dernières années ont vu se déployer les mouvements Me Too et Black Lives Matter qui sont venus donner du souffle au féminisme et à l'antiracisme. Le passé colonial est remis en question, les violences policières, les violences et agressions sexuelles contre les femmes sont dénoncées. Dans ce contexte, on voit bien que les forces réactionnaires et conservatrices sont excédées et qu'elles organisent la contre-attaque.



## AU FIL DES PAGES

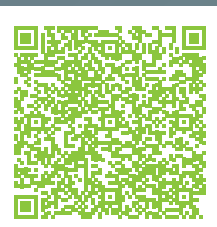
C'était sur toutes les lèvres lorsque la crise du COVID-19 a éclaté: notre monde doit changer; il nous faut penser l'après-COVID; sortir du système capitaliste est une nécessité pour le futur de la planète. La pandémie a été ce miroir grossissant qui a révélé les grands déséquilibres sociaux, économiques, écologiques, démocratiques à l'œuvre dans la société ainsi que les défaillances dans la solidarité internationale pour faire face à la menace collective. Trois ans plus tard, force est de constater que le système capitaliste en place semble amortir l'énorme secousse pandémique. Mais les failles que celle-ci a provoquées pourraient tout de même être l'occasion «d'une reconstruction écologique et sociale fondée sur des modèles de développement moins inégalitaires et plus respectueux des écosystèmes, en réponse aux demandes sociales des populations et aux exigences de la transition écologique». C'est l'hypothèse et l'espoir sur lequel repose cet ouvrage collectif *La reconstruction écologique et sociale post-COVID* qui tente de répondre par l'intermédiaire de plusieurs spécialistes à un ensemble de questions mises en lumière par la pandémie: quels sont les déséquilibres et les ruptures? Comment prévenir les crises et s'adapter à l'ère des pandémies et des dérèglements climatiques? Comment faire reposer la reconstruction des sociétés post-COVID sur des modes de production et de consommations durables? Comment financer un *Green New Deal* planétaire? Rédigé sous la direction d'Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD, cet ouvrage définit ainsi les contours du monde d'après juste et durable. #



Arnaud ZACHARIE (dir), *La reconstruction écologique et sociale post-Covid*, Lormont, Le bord de l'eau, 2022.

## NOUS VOUS EN PARLONS...

La problématique des migrations a été le propos de nombreux articles de Démocratie ces dernières années. Que ce soit au travers de sujets traitant de l'accueil des migrant-es, de leurs parcours migratoires, des combats portés par les personnes sans papiers pour la reconnaissance de leurs droits, notamment ceux portés par les travailleuses domestiques sans papiers... Depuis plusieurs années, celles-ci s'organisent à travers la Ligue des Travailleuses Domestiques de la CSC Bruxelles soutenue par le MOC Bruxelles. Le 16 juin dernier, elles avaient organisé une première journée de grève et une action symbolique en tenant un «Parlement des Travailleuses Domestiques» pour interpellier les responsables politiques bruxellois-es sur leurs conditions de travail et de vie. Ce 25 novembre, c'est au Parlement bruxellois qu'elles poursuivent leur mobilisation. Elles y ont déposé une motion pour faire valoir leurs droits contre les violences. Elles sont des milliers sur notre territoire sans aucune protection en cas d'agression ou de violences. Si elles portent plainte, elles risquent d'être emmenées en centre fermé et expulsées. C'est à présent aux chef-fes de groupes bruxellois qu'elles s'adressent pour qu'ils et elles adoptent une motion qui engage leur parti à soutenir au Parlement régional bruxellois une résolution portant sur leurs trois revendications: la protection lors d'un dépôt de plainte contre un patron abuseur, un accès au travail légal et un accès aux formations Actiris. #



### Comité de rédaction

M. BUCCI • D. DECOUX • A. ESTENNE • L. FAURE • P. FELTESSE • J. GRAS • P. LEDECOQ • A. MAIA • T. MIESSEN • V. ORUBA • F. REMAN • N. SHEIKH HASSAN • S. SHOLOKHOVA • C. STEINBACH

Rédactrice en chef Stéphanie BAUDOT

Journaliste Manon LEGRAND

Mise en page Elsa KBAIER

Photo Une © rosie-sun-fivhmFS0xC8-unsplash

Site [www.revue-democratie.be](http://www.revue-democratie.be)

E-mail [democratie@moc.be](mailto:democratie@moc.be)

Administration Lysiane METTENS tél.: 02 246 38 43

Avec le soutien de Mouvement Social scrl

Éditeur responsable Dominique DECOUX

Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL) - BP50 - 1031 Bruxelles

Démocratie est publié sans but lucratif

Pour recevoir Démocratie

Par domiciliation, demandez un avis de domiciliation en téléphonant

au 02 246 38 43 (ou via [lysiane.mettens@ciep.be](mailto:lysiane.mettens@ciep.be)).

Vous payez 20 EUR par an ou 10 EUR par semestre.

Par virement bancaire, versez la somme de 25 EUR (pour les 12 prochains numéros)

ou de 43 EUR (24 prochains numéros) sur le compte BE95-7995-8743-7658 avec la mention « DÉMOCRATIE ».

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. Démocratie s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli. Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter: [democratie@moc.be](mailto:democratie@moc.be)

## GAVROCHE@MOC.BE

*Vox Populi, Vox Dei. Voilà comment le tout nouveau patron de Twitter a justifié le rétablissement du compte de Donald Trump. 52 % des répondant-es à son sondage ont voté pour son retour sur le réseau social. Elon Musk est donc un démocrate! Ah oui? Pas si vite... La formule étonne d'abord. Veut-il juste faire étalage de sa culture avec une formule latine datant du Moyen-Âge? Ou sa référence à Dieu annonce-t-elle l'avènement du règne de Elon 1<sup>er</sup>, souverain mondial de droit divin? Ou peut-être qu'il prépare sa transformation en Dieu lui-même... En effet, Elon Musk n'est-il pas également un chantre du transhumanisme? Avec sa société Neuralink, il vise à créer des hommes et des femmes augmenté-es avec des implants cérébraux. Et après? Quelques cobayes ont déjà des clés de Tesla implantées en sous-cutané pour ne plus risquer de les perdre... De quoi se demander si changer de voiture coutera encore un bras, mais un vrai cette fois! Mais nous nous égarons. Ce sondage est-il réellement démocratique? Non bien entendu et vous aurez vite fait de trouver les arguments pertinents pour affirmer que les répondant-es à un sondage sur Twitter ne représentent nullement le peuple. Finalement, ce sondage d'Elon Musk permet de se poser la seule question qui fasse sens: si la régulation de Twitter dépend du bon vouloir du Sire Musk, quelles sont les raisons qui nous font rester sur ce réseau social qui finalement ne vaudra pas beaucoup mieux que le Truth Social de ce Donald Trump fraîchement amnistié? #*